
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille &
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXXXIII.

Du Vendredi 23 Novembre 1789.

MONSIEUR Camus a ouvert la séance en annonçant qu'il avoit présenté à M. le garde-des-sceaux le décret rendu sur la dénonciation faite par un des députés du bailliage d'Haguenau, & qui avoit mis sous la fauve-garde de la loi les trois membres de la municipalité & les bourgeois de cette ville. En conséquence, M. le garde-des-sceaux a donné un sursis à la procédure commencée par le prévôt, & dont l'assemblée a demandé l'apport & le renvoi au comité des recherches. De pareils ordres de sursis doivent être envoyés à tous les prévôts des marchauffées du royaume. Ce n'est pas quand on jette les fondemens de la liberté qu'on doit les laisser citoyens à la merci de ces tribunaux despotiques, inventés par le pouvoir absolu, & érigés contre les brigands. M. Merquet, membre de cette municipalité, a rapporté à Haguenau les ordres du pouvoir exécutif.

Le recensement du scrutin a donné enfin la présidence à M. Thouret; il a eu 342 voix sur 629.

Tome IV,

N

M. Camus, dont les fonctions avoient été aussi pénibles qu'orageuses, a cédé le fauteuil à M. Thourët, en disant :

MESSIEURS,

» L'avantage que j'ai eu de présider votre auguste assemblée, m'a fait connoître de plus en plus le prix de ses momens, je la respecterai lors même que je voudrois me livrer à l'épanchement de la reconnoissance la plus vive.

Le devoir du président de l'assemblée nationale, l'observation de ce devoir, & la véritable grandeur de votre président, consistent à être l'organe fidèle des volontés de l'assemblée, & l'exécuteur scrupuleux de ses ordres. J'ai toujours eu ce devoir présent à l'esprit, & mon bonheur sera à son comble, si je suis assuré que je ne me suis point écarté de la route qui devoit me conduire au terme que je n'ai jamais cessé d'avoir sous les yeux.

Le nouveau président a répondu en ces termes :

MESSIEURS,

» Lorsque votre confiance m'élève à la place éminente qui m'impose de si hautes obligations à remplir & qui me présente de si grands exemples à suivre, je n'ai à vous offrir en retour de l'honneur inestimable dont vous me comblez, que le plus entier dévouement aux succès de vos importants travaux.

Recevez, Messieurs, l'hommage de mon zèle ardent & pur, & qu'il me soit permis d'espérer que vous encourageriez ses efforts par autant d'indulgence que j'éprouve de sensibilité en vous les consacrant, & que j'apporterai de soins à les rendre dignes de votre attente.

L'établissement de la constitution, premier besoin de la nation & seul gage du retour de la sécurité publique, devient de jour en jour plus pressant; agréez que j'use spé-

cialement des fonctions dont vous me faites dépositaire pour en accélérer le travail; je compterai comme autant de bienfaits, dont ma reconnaissance personnelle demeurera chargée, tous les décrets constitutionnels que vous me mettez en état de prononcer ».

M. de la Chaize a remplacé M. Thouret dans le secrétariat.

L'assemblée a voté des remerciemens à M. Camus.

M. Salomon a lu ensuite les adresses, parmi lesquelles on a vu celles de plusieurs villes & communautés du Dauphiné, qui protestent toujours contre l'assemblée des états & du doublement.

L'armée nationale de Bordeaux présente à l'assemblée son admiration respectueuse pour tous ses décrets & son dévouement absolu pour en assurer l'exécution, en lui dénonçant la déclaration de la noblesse de Toulouse comme séditieuse & antipatriotique.

Les habitans du bourg de Cosne dans la Lorraine Ardennoise, demandent la suppression des monastères riches situés dans les parties les plus fertiles de la province, & la conservation de ceux qui sont placés dans des déserts, où ils amènent l'abondance.

Le comité de Montlimard annonce que depuis le décret de l'assemblée pour la liberté du comte de Marfanne, le peuple l'a élu colonel de la milice nationale.

Une délibération du conseil permanent d'Auch; porte: qu'attendu la publication faite par sa majesté des arrêtés du 4 août, il regarde ces décrets comme des loix positives & obligatoires, dont il se fera un devoir constant de soutenir l'exécution; que cependant les ennemis du bien public prétendent que ces arrêtés ne sont que de simples projets de loi (1), dont l'exécution est impossible, ou du

(1) On a dû voir dans le N°. CXII un décret de l'assemblée du 20

moins encore très-éloignée. Ce comité demande à l'assemblée un décret qui fixe l'incertitude des peuples, notamment sur l'abolition de la dime, & qui détermine, d'une manière précise, quels sont les droits féodaux abolis sans indemnité, & sur-tout si l'on doit compter dans cette classe le droit de fouage, payé par l'emphitéote à raison de son habitation.

La commune d'Alais, en renouvelant le vœu de la contribution patriotique, réclame les loix qui procureront l'exécution des arrêtés du 4.

La ville de Lanion s'engage de payer la contribution du quart des revenus.

Enfin, une novice du prieuré royal de la Ferté, près Nevers, ordre de Cluni, a envoyé une adresse à l'assemblée, pour la conjurer, avec instance, de lui permettre de faire ses vœux monastiques.

Une vocation aussi décidée est respectable, sans doute, mais des législateurs doivent-ils permettre d'aliéner sa liberté.

M. Wartel, député de Lille, a demandé un passeport illimité, ou sa démission, qui lui a été refusée, son suppléant n'ayant été ni vérifié ni admis.

L'assemblée a refusé la démission envoyée par M. Guiraudet, député ecclésiastique d'Auch, jusqu'à ce que son suppléant fût nommé & admis.

M. Bouche demandoit une division du royaume moins compliquée que celle du comité, & que les députés des provinces n'ayant pas été tous entendus, il desiroit, pour

octobre, qui ordonne que les arrêtés du 4 août seront envoyés aux tribunaux, municipalités & corps administratifs, pour être transcrits sur les registres sans modification ni délai, lus, publiés & affichés.

l'intérêt de sa province & pour le sien , l'exécution d'un décret, portant que la division du royaume seroit faite sans priver les provinces du droit de faire des observations & de donner des instructions.

M. Mongin de Roquefort s'est élevé contre cette motion. « Nous sommes tous Français, a-t-il dit, nous devons chercher le bien général, qui ne peut être formé que du bonheur de tous ».

M. Gassendi, député de Provence, a combattu aussi la motion de M. Bouche qui a été rejetée.

Cela n'a pas empêché M. Bouche d'en proposer une autre sur le comté Venaissin & sur l'état d'Avignon. « Cet objet, a-t-il dit, tient aux finances, au domaine, à la division du royaume & à la constitution ».

Cette motion a été renvoyée à un autre jour.

M. Rabaud de Saint-Etienne a annoncé qu'il y avoit déjà quarante départemens fixés, de concert avec des députés de plusieurs provinces.

L'ordre du jour a ramené la question suivante :

Chaque grand département sera-t-il divisé en grand districts ou communes ?

M. Malouet substituoit le mot *district* à celui de *commune*. Il vouloit que chaque municipalité fût composée d'autant de municipalités qu'il y a de communautés ; que les assemblées de district n'aient lieu que pour les députations aux départemens & aux assemblées nationales. M. Nogaret trouvoit le nombre de 9 districts trop considérable ; il n'en admettoit que trois ou quatre.

M. Barnave pensoit que neuf communes étoient trop dispendieuses, & mettoient trop de personnes en activité. Il posoit ainsi la question.

- 1°. Les départemens seront-ils divisés en districts ?
- 2°. Les districts seront-ils au nombre de 9, ou seront-

ils dans un moindre nombre , déterminé d'après les convenances de chaque département ?

M. le comte de Crillon croyoit que si la base territoriale étoit adoptée , il falloit demander si chaque département seroit distribué en 9 , 6 ou 3 districts.

M. de Custine desiroit que l'on commençât par décider quelles seroient les bases de représentation , & que l'on ne confondit pas les municipalités , ce qui causeroit des divisions.

Suivant M. Regnaud , le nombre de neuf étoit trop considérable ; il ne falloit point députer de l'assemblée de département à l'assemblée nationale. Le représentant doit être le plus près possible du représenté , & un délégué ne peut en déléguer un autre. Il vouloit que chaque district choisit les députés à l'assemblée nationale , & qu'il y eût des municipalités dans chaque ville , bourg ou village.

C'étoit-là l'ancienne motion de M. Biozat , aussi ce dernier l'a-t-il vivement soutenue en demandant que l'on mit d'abord aux voix s'il y auroit des municipalités dans chaque ville , bourg ou village , avant de décider combien il y auroit de communes , parce que l'état des municipalités pouvoit y influer.

» Les habitans de plusieurs villages & communautés qui forment de grandes municipalités par leurs aggrégations à des villes , m'ont expressément engagé d'en demander la dissolution , a dit M. Pérès , député de la sénéchaussée d'Auch. Ces habitans me chargent de réclamer pour chaque communauté & village une municipalité particulière , indépendante , chargée de la police & de l'administration. Instruits par l'expérience , ils ont conçu pour ce régime d'aggrégation une aversion dont il sera difficile de les faire revenir. Si dans l'état de servitude dont nous venons de sortir , ils se sont montrés si jaloux de l'affranchisse-

ment de cette tutelle que les villes exerçoient à leur égard, combien en seront-ils plus jaloux aujourd'hui qu'ils ont appris à connoître tout le prix de la liberté ? Je demande au surplus l'adoption des administrations de districts, dont mes commettans ont reconnu l'utilité. (1)

« Il ne faut laisser rien d'arbitraire aux provinces, disoit M. Reubell, relativement au nombre des districts ; on ne fait pas quelle latitude les ennemis du bien public donneroient à cette incertitude sur les départemens secondaires. Il faut établir six districts, de telle manière qu'on puisse aller & venir au chef-lieu du district dans une journée. »

M. Mongin de Roquefort vouloit que l'on séparât le régime municipal du régime de district, mais il adoptoit pour le surplus le plan du comité.

M. l'évêque de Rhodès, comme chef de l'administration de la haute-Guyenne, pouvoit parler d'après son expérience ; il a dit, « que les assemblées communales étoient des agens inutiles dans l'administration, si les cantons étoient bien organisés ; que les intermédiaires sont dispendieux, chargés de détails, dangereux par la création de plusieurs volontés particulières qui peuvent diviser l'assemblée nationale ; que les paysans sont éclairés sur leurs véritables intérêts ; que dans l'assemblée des cantons ils surveilleroient eux-mêmes leurs administrateurs, & qu'ils communiqueroient plus directement avec l'assemblée provinciale. »

M. Long a observé que les communautés qui sont aggrégées aux grandes municipalités ont voulu s'en séparer, & que dans son pays plusieurs communautés étoient en inf-

(1) Une adresse de la ville d'Auch réclame la conservation des administrations provinciales, de manière que la Gascogne soit séparée de la Guyenne.

tance au conseil pour rompre cette aggrégation municipale qui leur étoit funeste.

M. Mauriette de Floris appuyoit vivement la motion des municipalités, & il a demandé inutilement à faire des observations contre la division en neuf districts.

MM. Fero, Garat aîné, & l'archevêque d'Aix, ont prouvé la nécessité de délibérer préalablement de l'établissement des municipalités de chaque bailliage.

M. Desmeuniers s'opposoit à cette question préalable, & ses raisons paroissent probables. Cependant l'assemblée étant allée aux voix, a décrété qu'avant de s'occuper de l'article du comité, elle devoit délibérer sur les municipalités.

Elle a décrété ensuite qu'il y aura municipalité en chaque ville, bourg, paroisse ou communauté de campagne.

M. Mauriette a proposé d'ajouter au mot *communauté*, ces mots : *communauté qui aura un rôle séparé* ; mais cet amendement a été rejeté.

M. Bouche a proposé aussi d'ajouter au mot *communauté* celui de *village*. On a dit que le mot *communauté* renfermoit tout.

M. le président a demandé ensuite, d'après la motion de M. Barnave, de décréter si chaque département seroit divisé en district ; la division a été décidée.

M. Mauriette a encore insisté pour obtenir la parole contre la division en neuf districts.

On est encore allé aux voix, & l'on a décidé que chaque département ne sera pas divisé nécessairement en neuf districts.

On a mis ensuite en question si le nombre des districts seroit ternaire, ce qui paroît être désiré par le comité comme formant un nombre analogue à ces bases représentatives.

On a décidé que le nombre des districts, quel qu'il puisse être, sera ternaire.

Quelques membres ont voulu que le nombre en fût fixé, & on a demandé si le nombre des districts seroit le même pour tous les départemens; enfin on a mis aux voix la question de savoir si avant que le nombre des districts soit fixé, l'assemblée nationale doit entendre les députés des provinces sur les besoins & les convenances de chaque département.

Il a été rendu un décret conforme.

M. Thouret a annoncé que M. le garde-des-sceaux venoit de lui envoyer une lettre du roi relativement à la chambre des vacations du parlement de Rouen.

C'est une singulière circonstance qu'un avocat de cette cour ait présidé au jugement d'une affaire qui la concernoit.

Voici la lettre du roi & celle de son ministre.

Paris, le 12 Novembre 1789.

Le roi a ordonné à M. le garde-des-sceaux d'envoyer à M. le président de l'assemblée nationale, la lettre que sa majesté écrit à l'assemblée.

En exécution de ces ordres, M. le garde-des-sceaux adresse à M. le président la lettre de sa majesté, pour qu'il veuille bien en donner connoissance à l'assemblée.

Signé, l'archevêque de Bordeaux.

Lettre du roi à l'assemblée nationale.

Messieurs, j'ai reçu avec sensibilité vos remerciemens, j'ai donné mes ordres pour former une nouvelle chambre des vacations du parlement de Rouen.

Vous savez que les lettres-patentes qui prorogeoient la chambre des vacations de ce parlement, ont été enregis-

trées purement & simplement ; & vous avez vu par l'arrêté que cette chambre a pris le 10 de ce mois , que celui du 6 n'étoit pas destiné à devenir public.

Ces motifs me font regarder comme convenable que l'affaire n'ait pas d'autres suites. Je pense que la modération & l'indulgence sont les plus sûrs moyens de réunir les esprits aux mêmes principes , & je n'hésite pas à vous dire que c'est le vœu de mon cœur.

Signé LOUIS.

La lecture de cette lettre a été suivie de beaucoup d'applaudissemens d'une partie de l'assemblée. Ce premier mouvement de sensibilité étoit digne sans doute d'une assemblée des Français , mais convenoit-elle à des législateurs ? Cette facile indulgence peut-elle s'allier sans danger avec la prévoyance politique , & l'homme d'état doit-il sentir dans ces occasions délicates , comme l'homme ordinaire ; c'est ce que pensoient plusieurs membres , lorsqu'ils ont réclamé fortement d'aller aux voix sur le champ pour accéder à la demande du roi ; M. Blin est parvenu cependant , au milieu de ces voix confuses , à proposer que M. le président se retireroit devers le roi pour assurer sa majesté qu'elle trouveroit toujours l'assemblée prête à user d'indulgence & de bonté envers les citoyens de toutes les classes.

M. Dupont a dit que cette question devoit se décider par la grande maxime :

Pardonner aux vaincus , écraser les superbes.

M. de Clermont-Tonnerre , après avoir inutilement demandé la parole pendant quelque temps , a fait une motion tendante à ce que l'assemblée nationale déclarât que , pour donner à sa majesté une nouvelle preuve de

l'union intime de l'assemblée nationale avec elle, elle ufoit d'indulgence envers la chambre des vacations.

« Quand l'affaire de cette chambre sera jugée, a dit avec énergie M. le chevalier de Lameth, on pourra invoquer l'indulgence de l'assemblée qui délibérera alors si elle doit l'accorder.

Des clameurs l'ont empêché de continuer ; plusieurs membres ayant demandé à délibérer sur le champ, on a décrété, non sans tumulte, qu'on iroit aux voix ; alors M. Reubell a demandé l'ajournement à ce que les infortunés qui sont en prison à cause de la révolution du mois de juillet, soient mis en liberté.

M. Muguet de Nantou a demandé en vain à parler sur l'ajournement ; les cris pour aller aux voix ont redoublé, & M. le baron de Menou s'est présenté à la tribune ; c'étoit un singulier spectacle de voir les trois tribunes occupées par M. de Menou, M. Foucaud, & M. Chapelier, tandis que M. de Clermont-Lodève s'emparoit de la parole pour réclamer une délibération. Un côté de la salle vouloit absolument aller aux voix, & l'adhésion à la lettre du roi en étoit l'objet évident, sans vouloir entendre la discussion ; c'est ce qui a fait dire à M. le duc de Liancour ; « plus l'opinion d'adhérer à la lettre du roi est générale, plus il faut se prêter à écouter la discussion contraire. Le décret que vous avez rendu contre la détestable conduite de la chambre des vacations du parlement de Rouen est une chose de nécessité de justice, mais je crois qu'on peut user aujourd'hui de douceur & de clémence. Avant tout, & sur-tout, on doit entendre la discussion. »

M. Foucaud n'en insistoit pas moins fortement pour qu'on allât aux voix, en disant que la résistance de quelques membres étoit la violation des droits de l'assemblée.

« Il n'y a de dispute & d'altercation, » dit M. Renbell, que lorsqu'on veut violer les réglemens. Quand l'ajournement est demandé, la discussion ne peut être refusée; suivons le règlement & nous aurons la paix.

Pendant tout ce temps, M. de Menou avoit en le courage de demeurer à la tribune. Trois fois il a voulu parler sur l'ajournement, & trois fois il a été interrompu par des cris répétés, *aux voix, aux voix.....* Enfin, soit lassitude, soit justice, M. de Menou a été entendu; « je demande l'ajournement » a-t-il dit, & je suis fondé sur l'article XIX du règlement. C'est cette loi inviolable de l'Assemblée, qui porte que lorsqu'un décret aura été rendu, il ne pourra plus être remis en question pendant la durée de la session. Ce n'est pas lorsqu'il s'agit d'un crime de lèse-nation que des législateurs doivent s'attendrir. Ce n'est pas le sentiment, c'est la justice qu'il faut consulter..... On a encore crié *aux voix*. M. de Menou a repris: « Si les magistrats de Rouen ne sont pas jugés, le peuple dira qu'il n'y a que les dernières classes qui soient punies, & que les hommes puissans ne le sont jamais. Je demande que si l'on fait grâce à la chambre des vacations de Rouen, on ouvre les prisons à tous ceux qui sont accusés de lèse-nation. »

L'énergique vérité de ce discours a été très-applaudie, & M. le comte de Crillon a dit ensuite: « Justement indignés de la conduite des magistrats de Rouen, vous avez voulu faire un grand exemple, & vous l'avez fait. La demande du roi donne un nouveau degré de justice & d'authenticité à votre décret, mais c'est par les ministres que vous avez été instruits de cet arrêté. Refuser au roi la grâce qu'il demande, seroit aussi barbare qu'impolitique.... Je défie quelqu'un de me dire, s'il en est un plus humain que moi; toutes mes pensées ont été pour

l'humanité , & je crois qu'il seroit convenable de ne pas refuser la demande du roi ; je m'oppose à l'ajournement. »

« Je trouve naturel , a dit M. Chapellier , que vous vous soyiez d'abord intéressés à la demande du roi ; mais après avoir payé ce premier tribut à l'humanité , nous avons dû examiner que nous étions une assemblée de législateurs. Nous avons dû voir que ces magistrats avoient manqué à la nation , & notre devoir , envers elle , est d'examiner si nous devons rétracter notre décret quand il s'agit du salut public. Dans la position actuelle , nous devons renvoyer la question pour la traiter , lorsque plus calmes , nous aurons réfléchi sur nos droits & sur nos devoirs ; d'abord le règlement s'y oppose ; ensuite nous n'avons pas le droit de faire grace ; il faut , de plus , balancer les considérations qui peuvent résulter de l'indulgence accordée à des hommes puissans. Il est possible d'adopter la motion déjà faite , mais l'ajournement est dans les règles de la convenance & de la raison. »

M. Blin a justifié sa motion , comme ne faisant aucune distinction entre les coupables , & en consacrant une grande vérité , que ni les rois , ni les tribunaux ne doivent oublier.

« La sévérité , a dit M. Gleizen , n'est pas la règle qui a conduit l'assemblée envers le peuple. Avec quel empressement ne se portât-elle pas à solliciter la grace des soldats & des citoyens qui avoient brisé les portes des prisons de l'abbaye ? Pouvons-nous refuser au roi , lorsqu'il sollicite une grace qu'il vous a déjà accordé.

On est allé aux voix sur l'ajournement qui a été rejeté.

M. de Clermont-Tonnerre a rejeté sa motion.

On a écarté celle de M. Blin , sous prétexte qu'elle étoit une sorte d'ajournement , & il n'est resté que celle de

M. de Crillon. Plusieurs membres la trouvoient foible, insuffisante, & mettant l'assemblée en contradiction avec elle-même. Si le plus bel attribut de la souveraineté est de faire grace, disoit-on, il est dangereux de faire & de défaire ses jugemens. Le tumulte a recommencé de plus fort. Une grande partie de l'assemblée s'est levée pour demander d'aller aux voix, & la motion de M. de Crillon a passé malgré les plus fortes réclamations d'une partie de l'assemblée.

Voici le décret qui en est résulté.

« Après avoir entendu la lettre du roi, relative à la chambre des vacations du parlement de Rouen, l'assemblée, empressée de donner à sa majesté un nouveau témoignage de son dévouement, décrète que le vœu annoncé par sa majesté devient celui de l'assemblée nationale, & que le président lui portera le décret. »

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

